


Table des matières

SOMMAIRE	3
AVANT-PROPOS (Véronique LABROT)	5
INTRODUCTION (Béatrice THOMAS-TUAL)	9
I. LA COMPTABILITE PUBLIQUE, ENTRE REVOLUTION ET BANALISATION (Matthieu CONAN)	15
A. Révolution au regard d'un principe de séparation des ordonnateurs et des comptables sérieusement remis en cause	18
1. Des relations ordonnateurs / comptables sensiblement modifiées	20
2. Un système de responsabilités à devoir rebâtir	25
B. Banalisation au regard des règles de la comptabilité privée systématiquement valorisées	28

- | | |
|--|----|
| 1. Nouveau référentiel comptable, appréhension des risques financiers et certification des comptes de l'État | 30 |
| 2. Un système de responsabilisation à devoir inventer | 35 |

**II. LIBERTE, EGALITE, AMBIVALENCE
(Christopher POLLMANN) 39**

- | | |
|---|----|
| A. La liberté individuelle, c'est aussi une obligation de performance | 42 |
| 1. Propos variés mais révélateurs sur la liberté par Montesquieu | 42 |
| 2. Aujourd'hui, l'individu libre comme entrepreneur de soi | 47 |
| B. Le principe d'égalité, c'est aussi un cache-sexe des inégalités | 54 |
| 1. L'égalité comme source d'inégalités | 55 |
| 2. L'égalité de suffrage, sans cesse démentie | 60 |
| 3. Le principe d'égalité, facteur de bonne conscience | 65 |

**III. LE DECLASSEMENT DES BIENS DU
DOMAINE PUBLIC : EVOLUTIONS
RECENTES D'UNE EXIGENCE CLASSIQUE
(Stéphane DUROY) 73**

- | | |
|--|----|
| A. Le déclassement des immeubles | 76 |
| 1. La désaffectation condition du déclassement | 76 |
| 2. Le déclassement sans désaffectation effective | 80 |
| B. Le déclassement des meubles | 84 |

- 1. La possibilité inusitée du déclassement jusqu'en 2002 84
- 2. Une possibilité inutilisable depuis 2002 89

IV. LE TRAITE DE LISBONNE ET LE RENFORCEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN (YVES PETIT) 97

- A. La reconnaissance de la légitimité démocratique du Parlement européen 103
 - 1. La représentativité du Parlement européen : le « Parlement des citoyens » 105
 - 2. La représentativité du Parlement européen : un Parlement représentant des citoyens ? 113
- B. La nouvelle conception des pouvoirs du Parlement européen, source de politisation du fonctionnement de l'Union européenne 121
 - 1. Un bicamérisme quasi-égalitaire entre le Parlement européen et le Conseil 122
 - 2. L'accroissement du pouvoir de désignation et de contrôle du Parlement européen à l'égard de la Commission 132

V. « LA TERRE DOMINE LA MER » : LIBRES PROPOS SUR LA REPRESENTATION DE LA MER EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC (Jean-François AKANDJI-KOMBE) 145

VI. L'EMERGENCE D'UN DROIT PUBLIC DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (Bertrand WARUSFEL) 161

A. La propriété intellectuelle face à la séparation des contentieux judiciaire et administratif	165
1. Délivrance administrative des droits de propriété industrielle et contentieux judiciaire	166
a) le cadre administratif des procédures de propriété industrielle	167
b) la compétence judiciaire de principe en matière de contentieux de propriété industrielle	169
c) une compétence administrative résiduelle limitée au contentieux d'actes organisant la propriété industrielle	172
2. Une répartition plus complexe des compétences juridictionnelles en ce qui concerne le droit de la propriété littéraire et artistique	173
a) une compétence judiciaire moins exclusive en matière de propriété littéraire et artistique	174
b) la compétence partielle de la juridiction administrative en matière de droit d'auteur	176
B. La prise en compte des intérêts publics dans la protection et l'exploitation des droits de propriété intellectuelle	178
1. Des exceptions en matière de droit d'auteur et de marques	179
2. La mise au secret d'inventions intéressant la défense nationale	180
3. L'expropriation et les licences d'office attribuées par la puissance publique	183
C. L'utilisation des droits de propriété intellectuelle par les personnes publiques	185
1. La protection des noms de collectivités publiques et ses difficultés dans le contexte numérique	186

2. La prise en compte des droits de propriété intellectuelle dans le droit des marchés publics	189
a) l'impact limité sur les modes de passation des marchés	190
b) les clauses de propriété intellectuelle dans les marchés	194
3. La titularité sur les créations intellectuelles réalisées au sein des établissements publics	198
a) un régime unitaire en ce qui concerne la titularité des inventions	199
b) une règle particulière concernant le droit d'auteur des agents publics	201

VII. LES TRANSFORMATIONS DU DROIT PUBLIC : LES SYSTEMES ELECTORAUX (BERNARD DOLEZ) 213

A. L'élaboration des systèmes électoraux : les malheurs des « faiseurs de système »	216
1. L'illusion normative du mathématicien	216
2. L'illusion mécaniste de l'ingénieur électoral	223
B. La connaissance des systèmes électoraux : la régénération de la « science des élections »	227
1. La connaissance des effets mécaniques des modes de scrutin : l'équation voix/sièges	228
2. Les biais de découpage	233

VIII. « AVEC TACT ET MESURE » : FAIT ET DROIT AU PALAIS-ROYAL (SOPHIE PAPAETHYMIU) 237

A. Des préjugés et de leur abandon	241
------------------------------------	-----

1. Les thèses de la dogmatique et théorie juridiques	241
2. Les questions	247
B. De l'approche des faits par le juge	249
1. Une approche normative	249
a) L'établissement des faits	249
(1) Une démarche conditionnée par la règle	249
(2) Une démarche complexe	254
b) La qualification juridique des faits	257
c) L'appréciation souveraine des faits	260
d) La dénaturation des faits	262
e) Subjectivité vs. objectivité de la preuve des faits	263
f) Le lien des qualifications à l'erreur de droit	265
2. Des « faits administratifs »	267
a) Des faits « construits »	267
b) Des « faits dépendant de l'homme »	269
c) Des « faits institutionnels »	271

IX. SYNTHÈSE

LES TRANSFORMATIONS DU DROIT PUBLIC : DES "MOTS" EN SUSPENS (GENVIÈVE KOUBI)	279
---	------------

TABLE DES MATIÈRES	297
---------------------------	------------